

Éditorial

L'investissement est essentiel pour accélérer le développement du continent africain, mettre en œuvre l'Agenda 2063 de l'Union africaine, et atteindre les Objectifs de développement durable (ODD). Et ce d'autant plus que les crises mondiales ont aggravé le déficit de financement durable : l'Afrique a besoin de 1 600 milliards USD supplémentaires d'ici à 2030, soit 194 milliards d'USD par an, pour atteindre les ODD. Ce déficit peut toutefois être comblé : il équivaut à moins de 0.2 % de la valeur des actifs financiers mondiaux, et à 10.5 % des actifs financiers détenus par les Africains.

Depuis le début du 21^e siècle, l'Afrique affiche le deuxième taux de croissance économique le plus élevé au monde, après l'Asie en développement. Pourtant, malgré cette croissance dynamique, l'investissement mondial s'est détourné de l'Afrique. Sa part des investissements directs étrangers (IDE) en faveur de nouveaux projets est passée de 12 % du total mondial en 2017 à moins de 6 % en 2021 – contre 15 % pour l'Asie en développement et 10 % pour l'Amérique latine et les Caraïbes.

C'est un paradoxe tragique, tant les opportunités abondent sur le continent. Ses atouts uniques devraient au contraire stimuler l'investissement dans les activités transformatrices et durables. Prenons le secteur de l'énergie : l'Afrique détient 60 % des meilleures ressources solaires mondiales, mais seulement 1 % de la capacité installée de production d'énergie solaire. La population africaine est en outre la plus jeune au monde, avec un âge médian de 19 ans. D'ici à 2050, 25 % de la population mondiale résidera en Afrique. Il est donc impératif de renforcer, dès à présent, l'investissement dans la jeunesse africaine afin que le continent tire pleinement parti de cet immense potentiel.

Le manque de confiance des investisseurs et le coût élevé du capital freinent davantage l'investissement en Afrique que dans les autres régions du monde. En période d'incertitude, les investisseurs sont plus attentifs aux risques macroéconomiques et politiques, comme ceux liés à la prévisibilité des politiques publiques ou à la réglementation. Le manque de main-d'œuvre qualifiée et d'infrastructures de qualité sont d'autres obstacles, notamment dans les secteurs technologiques ou lorsque d'importants investissements préalables sont nécessaires. Ce scepticisme des investisseurs se traduit par une incohérence : bien que le continent africain affiche les taux de défaut les plus bas du monde en matière d'infrastructures, la plupart des projets ne trouvent pas de financements.

Améliorer les politiques publiques peut transformer ces défis en opportunités. Notre analyse met en évidence trois priorités. Tout d'abord, fournir les bonnes données au bon moment est essentiel pour mieux éclairer les décisions, et aligner les perceptions du risque aux réalités. Trop d'investisseurs hésitent parce que l'information est soit indisponible, soit trop coûteuse. Ensuite, des partenariats pilotés par les institutions africaines peuvent optimiser l'impact de la finance durable sur le développement et stimuler les investissements dans des activités locales durables : le renforcement et l'intégration des marchés de capitaux nationaux, le développement d'obligations en monnaie locale et la consolidation des efforts de conformité aux critères environnementaux, sociaux et de gouvernance (ESG) font partie des solutions. Enfin, le renforcement de l'intégration africaine, notamment par la mise en œuvre de la Zone de libre-échange continentale africaine (ZLECAf) et de son protocole sur l'investissement, permettra d'harmoniser les politiques publiques entre les pays et de faciliter le développement des chaînes de valeur.

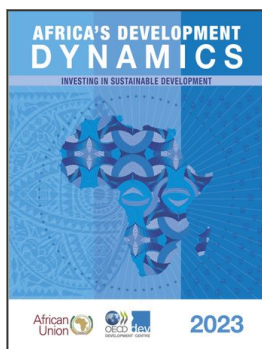
Le partenariat qui se renforce entre la Commission de l'Union africaine et l'OCDE, notamment par l'intermédiaire de son Centre de développement, leur permet de peser dans le débat international sur l'Afrique et d'aider le continent à se placer au cœur des stratégies mondiales des investisseurs. Avec notre *plateforme de dialogue sur l'investissement et la transformation productive en Afrique*, nous nous sommes engagés à travailler ensemble pour suivre les tendances et identifier les bonnes pratiques qui mobilisent l'investissement dans le développement durable et la création d'emplois. Nous sommes fiers que ce rapport conjoint – à présent à sa cinquième édition – contribue à renforcer les partenariats mondiaux et à instaurer un dialogue productif au service des populations africaines.



Moussa Faki Mahamat
Président,
Commission de l'Union africaine



Mathias Cormann
Secrétaire général,
Organisation de coopération
et de développement économiques



Extrait de :
Africa's Development Dynamics 2023
Investing in Sustainable Development

Accéder à cette publication :
<https://doi.org/10.1787/3269532b-en>

Merci de citer ce chapitre comme suit :

Commission de l'Union africaine/OCDE (2023), « Éditorial », dans *Africa's Development Dynamics 2023 : Investing in Sustainable Development*, Commission de l'Union africaine, Addis Ababa/Éditions OCDE, Paris.

DOI: <https://doi.org/10.1787/faca9b78-fr>

Ce document, ainsi que les données et cartes qu'il peut comprendre, sont sans préjudice du statut de tout territoire, de la souveraineté s'exerçant sur ce dernier, du tracé des frontières et limites internationales, et du nom de tout territoire, ville ou région. Des extraits de publications sont susceptibles de faire l'objet d'avertissements supplémentaires, qui sont inclus dans la version complète de la publication, disponible sous le lien fourni à cet effet.

L'utilisation de ce contenu, qu'il soit numérique ou imprimé, est régie par les conditions d'utilisation suivantes :
<http://www.oecd.org/fr/conditionsdutilisation>.